



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.471/4
du 14 décembre 2016

sur

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
assentiment à la Convention
entre le Royaume de Belgique
et le Royaume de Norvège
tendant à éviter la double
imposition en matière d'impôts
sur le revenu et à prévenir la
fraude fiscale, et au Protocole y
afférent, signés à Oslo le
23 avril 2014'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.471/4
van 14 december 2016

over

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende instemming met de
Overeenkomst tussen het
Koninkrijk België en het
Koninkrijk Noorwegen tot het
vermijden van dubbele
belasting inzake belastingen
naar het inkomen en tot het
voorkomen van het ontduiken
van belasting, en met het
daarbij horende Protocol,
ondertekend te Oslo op
23 april 2014'

Le 17 novembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Norvège tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude fiscale, et au Protocole y afférent, signés à Oslo le 23 avril 2014'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 décembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 décembre 2016.

*

Op 17 november 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Noorwegen tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, en met het daarbij horende Protocol, ondertekend te Oslo op 23 april 2014'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 december 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 december 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet¹, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3, 2^o, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque « projet d'acte législatif », chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos de l'avant-projet d'ordonnance.

2. Plusieurs dispositions du traité sont de nature à avoir une incidence sur la vie économique et sociale de la Région de Bruxelles-Capitale.

Conformément à l'article 6, § 1^{er}, 1^o de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale', il y a lieu de solliciter l'avis de ce Conseil.

3. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller à l'accomplissement de ces formalités prescrites préalablement à l'adoption de l'avant-projet d'ordonnance².

¹ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

² Voir dans le même sens l'avis 59.519/4 donné le 28 juin 2016 sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment au Traité Benelux relatif à la coopération, transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le 3 octobre 2014' (*Doc. parl.*, Parl. Brux.-Cap., 2015-2016, n° A-399/1, pp. 7-10) et l'avis 58.667/4 donné le 5 janvier 2016 sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005 et signée à Strasbourg le 25 juin 2012'.

EXAMEN DU TRAITÉ

Dans l'avis 58.733/3 donné le 26 janvier 2016 sur un avant-projet de loi³ qui entendait porter assentiment à la même Convention que celle à laquelle l'avant-projet d'ordonnance de décret examiné entend porter assentiment, la section de législation a notamment formulé les observations suivantes :

« 2. L'avant-projet de loi soumis pour avis a pour objet de porter assentiment à une nouvelle convention préventive de double imposition avec la Norvège (ci-après : la convention)⁴, qui remplace la convention préventive de double imposition actuellement en vigueur⁵.

Dès lors que la convention à laquelle il est porté assentiment ne fait pas expressément référence au protocole qui lui est annexé, qui a également été signé à Oslo le 23 avril 2014 et dont les dispositions font partie intégrante de la convention, on précisera également qu'il est porté assentiment à ce protocole. L'intitulé du projet devra dès lors lui aussi être adapté.

[...]

6.1. L'article 10, paragraphe 3, de la convention dispose :

(traduction) 'Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les dividendes ne sont pas imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident si le bénéficiaire effectif des dividendes est :

a) une société qui est un résident de l'autre État contractant et qui détient, pendant une période ininterrompue d'au moins douze mois, des actions qui représentent directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ;

b) en ce qui concerne la Norvège :

(i) la Norvège ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ;

(ii) la Banque Centrale de Norvège ;

(iii) le 'Government Pension Fund Global' ;

(iv) un organisme de droit public ou toute institution détenue entièrement ou principalement par le Gouvernement de la Norvège, ou une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, qui peuvent être agréés périodiquement de commun accord par les autorités compétentes des États contractants ;

c) en ce qui concerne la Belgique :

(i) la Belgique ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ;

(ii) la Banque Nationale de Belgique ;

(iii) la Société Fédérale de Participations et d'Investissement ;

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 1999/001, pp. 24-33.

⁴ *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : Convention 'the Kingdom of Belgium and the Kingdom of Norway for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and for the prevention of fiscal evasion', signée à Oslo le 23 avril 2014. Seule la version anglaise fait foi; les textes français et néerlandais sont des traductions.

⁵ *Note de bas de page 3 de l'avis cité* : Convention 'between the Kingdom of Norway and the Kingdom of Belgium for the avoidance of double taxation and for the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital', signée à Oslo le 14 avril 1988, telle que modifiée par le Protocole signé à Bruxelles le 10 septembre 2009.

(iv) un organisme de droit public ou toute institution détenue entièrement ou principalement par la Belgique, ou une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, qui peuvent être agréés périodiquement de commun accord par les autorités compétentes des États contractants’.

6.2. Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué a déclaré ce qui suit :

‘De regeling opgenomen in artikel 10 § 3, b) van het nieuw DBV met Noorwegen is inderdaad gunstiger dan de algemene regeling opgenomen in §2 van hetzelfde artikel aangezien er wordt voorzien in een vrijstelling van heffing in de bronstaat.

Algemene context

De regeling opgenomen in subparagraaf b) is niet opgenomen in het Belgisch standaardverdrag en wordt dus doorgaans niet voorgesteld door België.

Noorwegen was vragende partij om een vrijstelling te bekomen voor het Noors ‘Government Pension Fund Global’ Dit is geen pensioenfonds doch een staatsfonds (investeringsfonds) dat wordt gespijst door inkomsten afkomstig uit de petroleumsector (de vorige benaming van het fonds was ‘Petroleum Fund of Norway’). Het fonds is eigendom van de Noorse Regering en wordt ook door de Regering beheerd. Dit fonds staat bekend als het grootste (publiek) investeringsvehikel ter wereld met een beheerd vermogen van meer dan 717 miljard dollar (situatie eind 2014).

De opname van de vrijstelling van bronheffing op dividenden toegekend aan dit fonds was voor Noorwegen een cruciaal element voor het bereiken van een algeheel akkoord. België was bereid hierin mee te gaan aangezien het de Belgische markt veel aantrekkelijker maakt voor dit investeringsfonds. Het niet aanvaarden van de regeling zou België in een concurrentieel nadelige positie brengen aangezien Noorwegen deze regeling in de DBV met nagenoeg alle andere landen heeft opgenomen. Aangezien het Noors fonds in kwestie volledig in handen is van de Noorse Staat is er geen verschil met investeringen die rechtstreeks worden gedaan door de Staat zelf. Om die reden werden de vrijstelling opgenomen in subparagraaf b) uitgebreid met de onderdelen (i), (iii) en (iv). Om redenen van wederkerigheid heeft België aangedrongen om een vrijstelling van Noorse bronheffing te bekomen op dividenden toe te kennen aan de Belgische entiteiten die overeenkomen met hetgeen langs Noorse zijde is opgenomen in subparagraaf b) (cf. subparagraaf c)). Om die reden verschijnt ook de FPIM specifiek in beeld.

met betrekking tot de staatssteun

Het argument van de staatssteun leek ons in deze context niet in beeld te komen aangezien de Belgische staat geen inkomsten derft ten aanzien van de Belgische opgenomen entiteiten. Het is daarentegen de Noorse staat die afziet van een bronheffing. Ingeval van de dividenden toegekend aan de FPIM is het zo dat in de huidige stand van de Noorse interne wetgeving er geen (internrechtelijke) bronheffing wordt toegepast op dividenden toegekend aan buitenlandse vennootschappen. Daarnaast speelt o.i. ook het wederkerigheidsprincipe (cf. de hieronder gemaakte opmerkingen mbt het gelijkheidsbeginsel).

Ondanks het feit dat dergelijke bepalingen in tal van andere internationale fiscale verdragen, waaronder een aantal door België gesloten verdragen, voorkomen, heeft België tot op heden geen weet van aanmeldingen of beschikkingen in het domein van de staatssteun, noch van arresten van het Europees Hof van Justitie.

met betrekking tot het gelijkheidsbeginsel

Zoals hierboven aangegeven is de (Belgische) subparagraaf c van artikel 10 § 3 de spiegelbepaling van de (Noorse) subparagraaf b). Een dubbelbelastingverdrag is net zoals doorgaans alle internationale overeenkomsten gebaseerd op het principe van de

wederkerigheid en een evenwichtige verdeling van de heffingsbevoegdheid. Hierdoor wordt bereikt dat entiteiten van gelijke aard, ongeacht of deze gevestigd zijn in Noorwegen of België, niet worden onderworpen aan een bronheffing op dividenden afkomstig van de partnerstaat, en aldus op dat vlak op gelijke wijze worden behandeld. Een totale gelijke behandeling in internationale context is trouwens onmogelijk gezien de verschillen tussen de nationale fiscale rechtstelsels van de partnerstaten (in casu België en Noorwegen). Dit is enkel mogelijk indien men het wederkerigheidsprincipe, wat een fundamenteel principe is in de verdragscontext, op flagrante wijze zou schenden.

Ik verwijs tenslotte naar het Arrest 169/2014 van het Grondwettelijk Hof van 24 november 2014 waarin de schending van het gelijkheidsbeginsel in de context van het dubbelbelastingverdrag met Frankrijk aan bod komt (...)'.

6.3. Le régime particulier dont bénéficient ainsi certaines entités soulève des questions au regard du principe d'égalité (6.3.1) et du régime des aides d'État (6.3.2).

6.3.1. En ce qui concerne le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination, on peut observer qu'au sujet d'une convention à laquelle le législateur avait déjà porté assentiment, la Cour constitutionnelle a jugé que lorsqu'elle exerce un contrôle au regard des articles 10, 11 et 172 de la Constitution, la Cour doit tenir compte de ce qu'il ne s'agit pas d'un acte de souveraineté unilatéral, mais d'une norme conventionnelle par laquelle la Belgique a pris un engagement de droit international à l'égard d'un autre État⁶. Il n'en demeure pas moins que la loi portant assentiment à une convention peut faire l'objet d'un tel contrôle et qu'une différence de traitement doit pouvoir être adéquatement justifiée. Dans l'arrêt cité par le délégué, la Cour constitutionnelle a effectivement examiné la disposition conventionnelle concernée au regard du principe d'égalité⁷.

En l'occurrence, force est de constater que la simple référence à la réciprocité des conventions internationales ne peut suffire à justifier la différence de traitement concernée. Au demeurant, la distinction opérée ne résulte pas de la détermination de certaines catégories de sociétés⁸, mais de la désignation de bénéficiaires spécifiques.

La différence de traitement, qui découle de l'article 10, paragraphe 3, de la convention, devra pouvoir être justifiée. Il est conseillé de compléter l'exposé des motifs par une telle justification.

6.3.2. En ce qui concerne l'aspect relatif aux aides d'État, il ne paraît pas possible de se rallier sans restriction à l'argumentation du délégué.

Doivent être considérées comme des aides d'État '(...), dans la mesure où elles affectent les échanges entre les parties contractantes, les aides accordées par les États membres de la CE ou par les États de l'AELE ou accordées au moyen de ressources d'État, sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions'⁹.

Le dispositif prévu à l'article 10, paragraphe 3, de la convention procure un avantage économique, à savoir l'exonération de la retenue à la source par l'autorité norvégienne, à des bénéficiaires qui doivent être qualifiés d'entreprises au sens de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE, à tout le moins pour ce qui concerne une

⁶ Note de bas de page 10 de l'avis cité : C.C., 27 novembre 2014, n° 169/2014, B.9.

⁷ Note de bas de page 11 de l'avis cité : C.C., 27 novembre 2014, n° 169/2014, B.11.

⁸ Note de bas de page 12 de l'avis cité : Dans l'arrêt n° 169/2014 du 27 novembre 2014, la Cour constitutionnelle devait se prononcer sur une différence de traitement entre certaines catégories, définies en termes généraux.

⁹ Note de bas de page 13 de l'avis cité : Article 61, paragraphe 1, de l'Accord sur l'Espace économique européen (Accord EEE).

partie de leurs activités. Le dispositif a incontestablement un caractère sélectif, dès lors que l'avantage est limité aux entités énumérées à l'article 10, paragraphe 3 (ou à certains organismes au sujet desquels les autorités compétentes s'accorderont dans le futur). En outre, le dispositif est susceptible d'affecter la libre concurrence et les échanges entre les États membres, du fait que par exemple il peut favoriser davantage la position concurrentielle des entités concernées que celle d'autres opérateurs économiques qui ne bénéficient pas de l'exonération.

L'argument selon lequel « de Belgische staat geen inkomsten derft ten aanzien van de Belgische opgenomen entiteiten » parce que c'est l'État norvégien qui renonce à une taxation à la source ne s'impose pas d'emblée.

Bien que l'exonération de la retenue à la source par l'autorité norvégienne en faveur de certaines entités belges n'entraîne pas *en tant que telle* de perte de recettes pour l'État belge, force est de constater que, comme l'indique expressément le délégué, elle fait partie intégrante d'un dispositif fondé sur le principe de réciprocité : l'exonération prévue à l'article 10, paragraphe 3, c), est indissolublement liée à l'exonération que consent l'État belge à l'article 10, paragraphe 3, b), de la convention. L'exonération accordée par l'autorité norvégienne est par conséquent liée à un avantage accordé par l'autorité belge. Indirectement, il s'agit donc bien d'une mesure financée par des ressources d'État.

Dès lors, il n'est pas du tout évident que la mesure concernée ne doive pas être considérée comme une aide d'État.

L'argument selon lequel « van de dividenden toegekend aan de FPIM (...) in de huidige stand van de Noorse interne wetgeving er geen (internrechtelijke) bronheffing wordt toegepast op dividenden toegekend aan buitenlandse vennootschappen », n'est pas non plus de nature à enlever à la mesure concernée son caractère d'aide d'État dans la mesure où celle-ci s'applique aux autres bénéficiaires.

Il ne paraît pas non plus possible d'invoquer en l'espèce un régime d'exonération existant.

Eu égard notamment à la sanction draconienne qui peut être encourue en cas de défaut de notification injustifié, il est recommandé de notifier préalablement la mesure en application de l'article 108, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)¹⁰. En effet, une aide d'État non notifiée est tout à fait illégale (même si elle pourrait être déclarée compatible si elle était correctement notifiée)¹¹, et cette illégalité doit être soulevée, au besoin d'office, par chaque juge¹², sans que les bénéficiaires de l'aide puissent se prévaloir de la confiance suscitée pour empêcher son remboursement (avec intérêts)¹³. Le juge national – en Belgique également la Cour

¹⁰ Note de bas de page 14 de l'avis cité : L'article 62, paragraphe 1, a), de l'Accord EEE dispose que l'examen des régimes d'aides d'État est effectué « s'il s'agit des États membres de la CE, par la Commission des CE, conformément à l'article 93 du traité instituant la Communauté économique européenne » (lire : l'article 108 du TFUE).

¹¹ Note de bas de page 15 de l'avis cité : C.J.U.E., 8 décembre 2011, C-275/10, *Residex Capital IV*, point 28, avec référence à des arrêts du 21 novembre 1991, *Fédération nationale du commerce extérieur des produits alimentaires et Syndicat national des négociants et transformateurs de saumon*, C-354/90, point 17, et du 27 octobre 2005, *Distribution Casino France e.a.*, C-266/04-C-270/04, C-276/04 et C-321/04-C-325/04, point 30.

¹² Note de bas de page 16 de l'avis cité : C.J.U.E., 18 juillet 2007, C-119/05, *Lucchini*, point 61.

¹³ Note de bas de page 17 de l'avis cité : C.J.U.E., 20 mars 1997, C-24/95, *Alcan*. Voir également : N. DE VOS, « De rol van het Europese en het Belgische vertrouwensbeginsel bij de terugvordering van Europese subsidies en staatssteun », *RW* 2012-13, pp. 130-131, n^{os} 26 et 30 ; K. LENAERTS et P. VAN NUFFEL, *European Union Law*, Sweet & Maxwell, 2011, p. 377, n^o 11-026.

constitutionnelle¹⁴ – est compétent pour établir si une mesure doit être qualifiée d'aide d'État nouvelle et si, dans l'affirmative, celle-ci devait être notifiée à la Commission avant d'être mise à exécution¹⁵ ».

Ces observations s'appliquent *mutatis mutandis* à l'avant-projet d'ordonnance à l'examen.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

1. L'auteur de l'avant-projet veillera à déposer sur le bureau du Parlement une traduction en langues française et néerlandaise de la Convention et du Protocole soumis à assentiment¹⁶.
2. Le traité est en défaut d'identifier le signataire belge¹⁷.

*

¹⁴ Note de bas de page 18 de l'avis cité : C.C., 7 novembre 2013, n° 145/2013, B.2.2.

¹⁵ Note de bas de page 19 de l'avis cité : C.C., 6 avril 2011, n° 50/2011, B.12.3.1 à B.12.3.4.

¹⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 209, B.

¹⁷ Voir l'avis 41.902/4 donné le 9 janvier 2007 sur un avant-projet devenu le décret du 3 mai 2007 'portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République de Madagascar, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Antananarivo le 29 septembre 2005' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2006-2007, n° 576/1, p. 15).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,¹ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Luidens artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ stelt elke minister voor elk “wetgevend ontwerp” een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “[wordt] de ‘gendertest’ (...) ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad”.

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd zou zijn met betrekking tot het voorontwerp van ordonnantie.

2. Verscheidene bepalingen van het verdrag kunnen een weerslag hebben op het economisch en sociaal leven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, 1°, van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet het advies van die Raad worden ingewonnen.

3. De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat die voorgeschreven vormvereisten worden vervuld voordat het voorontwerp van ordonnantie wordt aangenomen.²

¹ Daar het een voorontwerp van ordonnantie betreft, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² Zie in dezelfde zin advies 59.519/4, gegeven op 28 juni 2016 over een voorontwerp van ordonnantie ‘houdende instemming met het Benelux-Verdrag betreffende grensoverschrijdende samenwerking inzake wegvervoerinspectie, gedaan te Luik op 3 oktober 2014’ (*Parl.St.* Br.Parl. 2015-16, nr. A-399/1, 7-10) en advies 58.667/4, gegeven op 5 januari 2016 over een voorontwerp van ordonnantie ‘houdende instemming met de Kaderconventie van de Raad van Europa over de bijdrage van cultureel erfgoed aan de samenleving, opgemaakt te Faro op 27 oktober 2005 en ondertekend te Straatsburg op 25 juni 2012’.

ONDERZOEK VAN HET VERDRAG

In advies 58.733/3, op 26 januari 2016 gegeven over een voorontwerp van wet³ dat beoogde instemming te verlenen met de overeenkomst waarmee ook het voorliggende voorontwerp van ordonnantie wil instemmen, heeft de afdeling Wetgeving inzonderheid de volgende opmerkingen geformuleerd:

“2. Het om advies voorgelegde voorontwerp van strekt ertoe instemming te verlenen met een nieuw dubbelbelastingverdrag met Noorwegen (hierna: het verdrag),⁴ dat in de plaats komt van het thans van kracht zijnde dubbelbelastingverdrag.⁵

Aangezien in het verdrag waarmee instemming wordt verleend, niet uitdrukkelijk wordt verwezen naar het protocol dat daarbij is gevoegd, dat ook is ondertekend te Oslo op 23 april 2014 en waarvan de bepalingen een integrerend deel van het verdrag vormen, dient eveneens te worden bepaald dat met dat protocol wordt ingestemd. Ook het opschrift van het ontwerp zal bijgevolg moeten worden aangepast.

(...)

6.1. Artikel 10, paragraaf 3, van het verdrag luidt:

(vertaling) ‘Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel worden dividenden niet belast in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is, indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden:

a) een vennootschap is die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat en die gedurende een ononderbroken tijdvak van ten minste twaalf maanden aandelen bezit die onmiddellijk ten minste 10 percent vertegenwoordigen van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt;

b) wat Noorwegen betreft:

(i) Noorwegen of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan is;

(ii) de Centrale Bank van Noorwegen is;

(iii) het ‘Government Pension Fund Global’ is;

(iv) een publiekrechtelijke instelling of een instelling is die volledig of hoofdzakelijk eigendom is van de Regering van Noorwegen, een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan, waaromtrent tussen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten op bepaalde tijdstippen overeenstemming is bereikt;

c) wat België betreft:

(i) België of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan is;

(ii) de Nationale Bank van België is;

³ *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 1999/001, 24-33.

⁴ *Voetnoot 2 van het geciteerde advies*: Overeenkomst ‘between the Kingdom of Belgium and the Kingdom of Norway for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and for the prevention of fiscal evasion’, ondertekend te Oslo op 23 april 2014. Alleen de Engelse versie is authentiek; de Nederlandse en de Franse versies zijn vertalingen.

⁵ *Voetnoot 3 van het geciteerde advies*: Overeenkomst ‘between the Kingdom of Norway and the Kingdom of Belgium for the avoidance of double taxation and for the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital’, ondertekend te Oslo op 14 april 1988, zoals gewijzigd bij het protocol gedaan te Brussel op 10 september 2009.

(iii) de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij is;

(iv) een publiekrechtelijke instelling of een instelling is die volledig of hoofdzakelijk eigendom is van België, een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan, waaromtrent tussen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten op bepaalde tijdstippen overeenstemming is bereikt'.

6.2. Daarover om toelichting verzocht, verklaarde de gemachtigde het volgende:

‘De regeling opgenomen in artikel 10, § 3, b) van het nieuw DBV met Noorwegen is inderdaad gunstiger dan de algemene regeling opgenomen in § 2 van hetzelfde artikel aangezien er wordt voorzien in een vrijstelling van heffing in de bronstaat.

Algemene context

De regeling opgenomen in subparagraaf b) is niet opgenomen in het Belgisch standaardverdrag en wordt dus doorgaans niet voorgesteld door België.

Noorwegen was vragende partij om een vrijstelling te bekomen voor het Noors ‘Government Pension Fund Global’. Dit is geen pensioenfonds doch een staatsfonds (investeringsfonds) dat wordt gespijsd door inkomsten afkomstig uit de petroleumsector (de vorige benaming van het fonds was ‘Petroleum Fund of Norway’). Het fonds is eigendom van de Noorse Regering en wordt ook door de Regering beheerd. Dit fonds staat bekend als het grootste (publiek) investeringsvehikel ter wereld met een beheerd vermogen van meer dan 717 miljard dollar (situatie eind 2014).

De opname van de vrijstelling van bronheffing op dividenden toegekend aan dit fonds was voor Noorwegen een cruciaal element voor het bereiken van een algeheel akkoord. België was bereid hierin mee te gaan aangezien het de Belgische markt veel aantrekkelijker maakt voor dit investeringsfonds. Het niet aanvaarden van de regeling zou België in een concurrentieel nadelige positie brengen aangezien Noorwegen deze regeling in de DBV met nagenoeg alle andere landen heeft opgenomen. Aangezien het Noors fonds in kwestie volledig in handen is van de Noorse Staat is er geen verschil met investeringen die rechtstreeks worden gedaan door de Staat zelf. Om die reden werden de vrijstelling[en] opgenomen in subparagraaf b) uitgebreid met de onderdelen (i), (iii) en (iv). Om redenen van wederkerigheid heeft België aangedrongen om een vrijstelling van Noorse bronheffing te bekomen op dividenden toe te kennen aan de Belgische entiteiten die overeenkomen met hetgeen langs Noorse zijde is opgenomen in subparagraaf b) (cf. subparagraaf c)). Om die reden verschijnt ook de FPIM specifiek in beeld.

met betrekking tot de staatssteun

Het argument van de staatssteun leek ons in deze context niet in beeld te komen aangezien de Belgische staat geen inkomsten derft ten aanzien van de Belgische opgenomen entiteiten. Het is daarentegen de Noorse staat die afziet van een bronheffing. In geval van de dividenden toegekend aan de FPIM is het zo dat in de huidige stand van de Noorse interne wetgeving er geen (internrechtelijke) bronheffing wordt toegepast op dividenden toegekend aan buitenlandse vennootschappen. Daarnaast speelt o.i. ook het wederkerigheidsprincipe (cf. de hieronder gemaakte opmerkingen m.b.t. het gelijkheidsbeginsel).

Ondanks het feit dat dergelijke bepalingen in tal van andere internationale fiscale verdragen, waaronder een aantal door België gesloten verdragen, voorkomen, heeft België tot op heden geen weet van aanmeldingen of beschikkingen in het domein van de staatssteun, noch van arresten van het Europees Hof van Justitie.

met betrekking tot het gelijkheidsbeginsel

Zoals hierboven aangegeven is de (Belgische) subparagraaf c) van artikel 10, § 3 de spiegelbepaling van de (Noorse) subparagraaf b). Een dubbelbelastingverdrag is net zoals doorgaans alle internationale overeenkomsten gebaseerd op het principe van de wederkerigheid en een evenwichtige verdeling van de heffingsbevoegdheid. Hierdoor wordt bereikt dat entiteiten van gelijke aard, ongeacht of deze gevestigd zijn in Noorwegen of België, niet worden onderworpen aan een bronheffing op dividenden afkomstig van de partnerstaat, en aldus op dat vlak op gelijke wijze worden behandeld. Een totale gelijke behandeling in internationale context is trouwens onmogelijk gezien de verschillen tussen de nationale fiscale rechtstelsels van de partnerstaten (in casu België en Noorwegen). Dit is enkel mogelijk indien men het wederkerigheidsprincipe, wat een fundamenteel principe is in de verdragscontext, op flagrante wijze zou schenden.

Ik verwijs tenslotte naar het Arrest 169/2014 van het Grondwettelijk Hof van 24 november 2014 waarin de schending van het gelijkheidsbeginsel in de context van het dubbelbelastingverdrag met Frankrijk aan bod komt (...).

6.3. De bijzondere regeling die bepaalde entiteiten aldus genieten, doet vragen rijzen in het licht van het gelijkheidsbeginsel (6.3.1) en van de staatssteunregeling (6.3.2).

6.3.1. Wat het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie betreft, kan worden opgemerkt dat het Grondwettelijk Hof, over een verdrag waarmee door de wetgever reeds instemming was verleend, heeft geoordeeld dat het Hof bij de toetsing aan de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet ermee rekening moet houden dat het niet gaat om een eenzijdige soevereiniteitsakte, maar om een verdragsnorm waartoe België zich ten aanzien van een andere staat volkenrechtelijk heeft verbonden.⁶ Dit neemt echter niet weg dat de instemmingswet met een verdrag het voorwerp kan uitmaken van dergelijke toetsing en dat een verschil in behandeling op afdoende wijze moet worden verantwoord. In het door de gemachtigde aangehaalde arrest is het Grondwettelijk Hof ook effectief overgegaan tot het onderzoek van de betrokken verdragsbepaling in het licht van het gelijkheidsbeginsel.⁷

In dit geval moet worden vastgesteld dat de loutere verwijzing naar de wederkerigheid van internationale overeenkomsten niet kan volstaan als verantwoording van het betrokken verschil in behandeling. Het gemaakte onderscheid is overigens niet het gevolg van de afbakening van bepaalde categorieën van vennootschappen,⁸ maar van het aanwijzen van specifieke begunstigen.

Het verschil in behandeling, dat voortvloeit uit artikel 10, paragraaf 3, van het verdrag, zal verantwoord moeten kunnen worden. Het is raadzaam de memorie van toelichting aan te vullen met een dergelijke verantwoording.

6.3.2. Wat het staatssteunaspect betreft, lijkt de argumentatie van de gemachtigde niet zonder meer te kunnen overtuigen.

Als staatssteun moeten worden beschouwd, de 'steunmaatregelen van de Lidstaten van de EG, de EVA-Staten of in welke vorm ook met staatsmiddelen bekostigd, die de mededinging door begunstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde produkties

⁶ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: GwH 27 november 2014, nr. 169/2014, B.9.

⁷ Voetnoot 11 van het geciteerde advies: GwH 27 november 2014, nr. 169/2014, B.11.

⁸ Voetnoot 12 van het geciteerde advies: In het arrest nr. 169/2014 van 27 november 2014 diende het Grondwettelijk Hof zich uit te spreken over een verschil in behandeling tussen bepaalde, in algemene termen omschreven categorieën.

vervalsen of dreigen te vervalsen, (...) voor zover deze steun het handelsverkeer tussen de overeenkomstsluitende partijen ongunstig beïnvloedt.⁹

De in artikel 10, paragraaf 3, van het verdrag vervatte regeling kent een economisch voordeel toe, met name de vrijstelling van bronheffing door de Noorse overheid, aan begunstigden die gekwalificeerd moeten worden als ondernemingen in de zin van artikel 61, lid 1, van de EER-overeenkomst, minstens voor wat een gedeelte van hun activiteiten betreft. De regeling heeft ontegensprekelijk een selectief karakter, aangezien het voordeel wordt beperkt tot de in artikel 10, paragraaf 3, opgesomde entiteiten (of bepaalde instellingen waaromtrent de bevoegde autoriteiten in de toekomst overeenstemming bereiken). Bovendien kan door de regeling de vrije mededinging en het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig worden beïnvloed, bijvoorbeeld omdat deze mogelijk tot een gunstigere concurrentiepositie voor de betrokken entiteiten leidt dan andere marktdeelnemers die niet de vrijstelling genieten.

Het argument dat 'de Belgische staat geen inkomsten derft ten aanzien van de Belgische opgenomen entiteiten', omdat het de Noorse Staat is die afziet van een bronheffing, kan niet voetstoots worden aangenomen.

Hoewel de vrijstelling van bronheffing door de Noorse overheid voor bepaalde Belgische entiteiten *als dusdanig* niet tot een derving van inkomsten in hoofde van de Belgische Staat leidt, moet worden vastgesteld dat ze, zoals de gemachtigde uitdrukkelijk aangeeft, deel uitmaakt van een regeling die steunt op het beginsel van wederkerigheid: de vrijstelling vervat in artikel 10, paragraaf 3, c), is inherent verbonden met de vrijstelling die de Belgische Staat toekent bij artikel 10, paragraaf 3, b), van het verdrag. De vrijstelling door de Noorse overheid is dus gekoppeld aan een voordeel verleend door de Belgische overheid. Onrechtstreeks gaat het dus wel om een maatregel bekostigd met staatsmiddelen.

Het is bijgevolg geenszins vanzelfsprekend dat de betrokken maatregel niet te beschouwen zou zijn als staatssteun.

Ook het argument dat in geval 'van de dividenden toegekend aan de FPIM (...) in de huidige stand van de Noorse interne wetgeving er geen (internrechtelijke) bronheffing wordt toegepast op dividenden toegekend aan buitenlandse vennootschappen' is niet van die aard dat het aan de betrokken maatregel het karakter van staatssteun zou kunnen ontnemen voor zover die geldt voor de andere begunstigden.

Evenmin lijkt in dit geval een beroep te kunnen worden gedaan op een bestaande vrijstellingsregeling.

Mede gelet op de draconische sanctie die dreigt bij een onterechte niet-aanmelding, verdient het aanbeveling om de maatregel vooraf aan te melden met toepassing van artikel 108, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU)¹⁰ Niet-aangemelde staatssteun is immers *per se* onwettig (zelfs indien ze verenigbaar verklaard zou kunnen worden indien ze correct werd aangemeld),¹¹ en die

⁹ Voetnoot 13 van het geciteerde advies: Artikel 61, lid 1, van de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte (EER-overeenkomst).

¹⁰ Voetnoot 14 van het geciteerde advies: Artikel 62, lid 1, a), van de EER-overeenkomst bepaalt dat het onderzoek van de staatssteunregelingen wordt uitgevoerd "wat de Lid-Staten van de EG betreft, door de Commissie van de EG overeenkomstig de in artikel 93 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap vastgestelde regels" (lees: artikel 108 van het VWEU).

¹¹ Voetnoot 15 van het geciteerde advies: HvJ 8 december 2011, C-275/10, Residex Capital IV, punt 28, met verwijzing naar arresten van 21 november 1991, Fédération nationale du commerce extérieur des produits alimentaires en Syndicat national des négociants et transformateurs de saumon, C-354/90, punt 17, en 27 oktober 2005, Distribution Casino France e.a., C-266/04-C-270/04, C-276/04 en C-321/04-C-325/04, punt 30.

onwettigheid moet door elke rechter,¹² desnoods ambtshalve, worden opgeworpen, zonder dat de begunstigten van de steun zich op gewekt vertrouwen kunnen beroepen om de terugbetaling van de steun (met interest) te verhinderen.¹³ De nationale rechter – in België ook het Grondwettelijk Hof¹⁴ – is bevoegd om vast te stellen of een maatregel als nieuwe staatssteun moet worden aangemerkt en of, indien dat het geval is, die maatregel bij de Commissie moest worden aangemeld alvorens tot uitvoering te worden gebracht.”¹⁵

Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* ook voor het voorliggende voorontwerp van ordonnantie.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

1. De steller van het voorontwerp moet ervoor zorgen dat bij het bureau van het Parlement een vertaling in het Frans en het Nederlands wordt ingediend van de overeenkomst en het protocol die ter instemming worden voorgelegd worden vermeld.¹⁶
2. In het verdrag moet de naam van de persoon die voor België heeft ondertekend worden vermeld.¹⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹² Voetnoot 16 van het geciteerde advies: HvJ 18 juli 2007, C-119/05, *Lucchini*, punt 61.

¹³ Voetnoot 17 van het geciteerde advies: HvJ 20 maart 1997, C-24/95, *Alcan*. Zie ook: N. DE VOS, “De rol van het Europese en het Belgische vertrouwensbeginsel bij de terugvordering van Europese subsidies en staatssteun”, *RW* 2012-13, p. 130-131, nrs. 26 en 30; K. LENAERTS en P. VAN NUFFEL, *European Union Law*, Sweet & Maxwell, 2011, p. 377, nr. 11-026.

¹⁴ Voetnoot 18 van het geciteerde advies: GwH 7 november 2013, nr. 145/2013, B.2.2.

¹⁵ Voetnoot 19 van het geciteerde advies: GwH 6 april 2011, nr. 50/2011, B.12.3.1. tot B.12.3.4.

¹⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 209, B.

¹⁷ Zie advies 41.902/4, gegeven op 9 januari 2007 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 3 mei 2007 ‘houdende instemming met de overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Republiek Madagascar, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, gedaan te Antananarivo op 29 september 2005’ (*Parl.St. W.Parl.* 2006-07, nr. 576/1, 15).